

NEWS

IMMIGRATION

Une affaire de choix

Luc Caregari

Impressionnant de voir comment, lors du dernier « Café des Humanités » de la Croix-Rouge, les vues sur l'immigration peuvent se télescoper et se contredire selon l'appartenance ou non au gouvernement.

Mercredi dernier, l'ambiance cosy du café-restaurant de l'abbaye de Neumünster a été quelque peu perturbée par le débat qui y a pris place. Organisé par la Croix-Rouge luxembourgeoise, le thème était « L'action humanitaire auprès des migrants et des réfugiés ». Trois intervenants devaient donner leur point de vue sur l'action conjointe que mènent la Croix-Rouge et le ministère.

Premier en ligne, et premier concerné, le ministre Nicolas Schmit lui-même. Son astuce : ne parler que des relocations - donc de ces réfugié-e-s qu'on choisit dans des camps pour les installer chez soi. Il se limitait à n'évoquer que les « success stories », et surtout d'éviter la réalité inhumaine des rafles et des expulsions qui se pratiquent au niveau de l'Union. D'ailleurs, il est peut-être intéressant de noter que le ministre a refusé de qualifier les retours de réfugié-e-s d'« expulsions ». Après s'être longuement épanché sur le fait que - pour lui - le cadre humain prédominait sur le côté politique de l'affaire, il en est venu au coeur de l'affaire. C'est-à-dire, le fatalisme légal utilisé par la politique pour éradiquer chaque doute sur l'inhumanité de la politique de la « forteresse Europe ». La combine consiste à regretter que l'écart entre la politique de relocation et la triste réalité des expulsions n'est « pas contradictoire mais inéluctable ». Ce qui veut dire deux choses : pour justifier les expulsions, Schmit se cache derrière un cadre légal - forgé tout de même par les hommes politiques - et en vantant le modèle de relocation, il admet entre les lignes sa préférence pour une immigration « choisie » - en opposition avec celle que l'Europe et le Luxembourg « subirait ». Pourtant, le programme de relocation luxembourgeois n'est pas tellement spectaculaire : 28 Irakiens - majoritairement chrétiens - ont été retenu-e-s pour vivre au Luxembourg. Il faut surtout garder en tête qu'en 2009, le Luxembourg a refusé 76 pour cent des demandes d'asile - 355 personnes en tout - et qu'il continue d'expulser des personnes dans des vols groupés,

comme il l'a fait il y a une semaine en renvoyant cinq ressortissants nigériens. Or, comme l'ont rappelé Déi Lénk, Jonk Gréng et Déi jonk Lénk cette semaine, la pratique des vols groupés bafoue la convention européenne des droits de l'homme.

Les deux autres interventions venaient de membres de la Croix-Rouge. D'abord, Nadine Conrardy évoquait les difficultés des accompagnateurs et des observateurs neutres lors de retours forcés. Et d'affirmer que la Croix-Rouge luxembourgeoise est depuis 2007 demandeuse de participer à ces vols, ce qui est loin d'être le cas partout en Europe ou dans le monde. Ce sont ses témoignages personnels qui ont laissé entrevoir l'inhumanité de ces pratiques. L'observateur neutre est avant tout un observateur impuissant, qui ne peut pas vraiment reconforter les gens en voie d'expulsion, ni même exprimer son opinion. Sur tout, elle a regretté la pratique des vols groupés - car ceux-ci ne permettent pas de connaître la situation des expulsé-e-s d'autres pays à bord, ce qui constitue une entrave au travail d'observateur. Tout comme le fait d'ailleurs qu'une fois arrivés à destination, les observateurs n'ont même pas le droit de quitter l'avion et n'ont donc aucune occasion de vérifier si l'accueil est convenable.

La dernière intervention fut celle d'Henri Goedertz, responsable du service Aidsberodung de la Croix-Rouge. Il évoquait la question des demandeurs d'asile déboutés et atteints du VIH. Pour le moment, il n'existe aucun règlement spécifique pour ces cas. Certes, chaque débouté-e séropositif-ve peut demander un sursis d'éloignement, mais le fait que ces personnes sont apparemment en bonne santé - grâce aux bons traitements anti-rétroviraux - peuvent entraîner des avis négatifs de la part du ministère. Or, comme l'a remarqué Goedertz, renvoyer quelqu'un-e dans un pays ou une région où ces traitements ne sont pas assurés, revient à l'envoyer directement à la mort. Il propose donc au ministère de méditer sur des critères pour ces cas, afin de ne pas commettre l'irréparable.

De ce « Café des Humanités », on peut surtout retenir que l'écart entre les politiques gouvernementales et le point de vue de la société civile ne cesse de grandir, faisant s'éloigner l'espoir d'une pratique humaine de l'immigration.

SHORT NEWS

Begegnung mit Fatou Diome

In kleiner Runde war die senegalesische Schriftstellerin Fatou Diome im Lycée Aline Mayrisch zu Gast. Nachdem sie in Schulklassen aus ihrem Erstlingsroman „Der Bauch des Atlantiks“, gelesen hatte, fand am Abend eine von der Asti und dem Lycée organisierte Begegnung statt, bei der sich Diome den Fragen der ZuhörerInnen stellte. Die charismatische Autorin rezitierte Auszüge aus ihrem Roman, erzählte vom „Ankommen“ in Europa und begeisterte das Publikum mit Humor und ihren schillernden Beschreibungen. Im Dialog mit den Zuhörern ging es etwa um die Wahrnehmung Europas in Afrika. Diome schilderte greifbar, wie groß im Senegal die Sehnsüchte nach einem besseren Leben in Europa sind. Das französische „Là-bas“ drücke die ganze Hoffnung der Zurückbleibenden aus. Die Autorin trat dafür ein, ihre Landsleute zu warnen, dass bei Immigration nach Europa Kriminalität, Arbeitslosigkeit und Armut drohe. Jeden, der nach Europa auswandern wolle, versuche sie daher zum Bleiben zu überreden. Afrika solle wieder Selbstbewusstsein aufbringen und müsse wegkommen von seiner „Opferrolle“, forderte sie. Rege Diskussion löste aber auch ihre ablehnende Haltung gegenüber so genannten „Mikrokrediten“ und Entwicklungshilfe im Allgemeinen aus. Ein aufgeklärtes Afrika könne nicht glauben, dass Europa es retten kann. Afrika könne sich nur selbst helfen. Auch sie habe es aus eigener Kraft geschafft.

Hieren 100,7

Il était temps que la seule station publique du grand-duché passe à la radio à la demande, à l'instar de sa concurrence privée qui a emprunté ce chemin depuis bien longtemps. Cette semaine donc, la radio 100,7 a inauguré son service « m'äin 100,7 ». Malheureusement, tout n'est pas bien qui finit bien : si l'idée de proposer à l'internaute un login personnel afin de fidéliser la clientèle est plutôt bonne, même si elle n'est pas originale, les modalités de la page et son layout laissent à désirer. Ainsi, se retrouver dans la grille des programmes requiert des capacités visuelles extraordinaires et - hic supplémentaire - les liens dans la grille ne mènent pas directement aux enregistrements, qu'il faut chercher sous un autre menu. Et là encore, il faut parcourir des émissions entières si on recherche quelque chose de précis, comme le commentaire matinal. Un peu plus d'« user-friendliness » ne serait pas du luxe.

Selbstbestimmung der Frau

„Wir sind ein unterentwickeltes Land“ meinte Danielle Igniti im Rahmen einer Veranstaltung von Attac Luxemburg, bei der sie die Situation der Frauen in Luxemburg in Zahlen skizzierte. Obwohl das Gesetz von 1978 vorsieht, dass die Regierung Familienberatungszentren einrichtet und diese subventioniert, ist das Planning Familial noch immer die einzige Institution, die den Bedürfnissen der Bevölkerung im Bereich der Sexualaufklärung gerecht wird. Seit 2009 werden dort im Rahmen des Gesetzes auch Schwangerschaftsabbrüche vorgenommen. Bisher gab es 457 Fälle, 80 davon wurden ins Ausland verwiesen. Die ungewollte Schwangerschaft betrifft fast jede Frau einmal im Leben. Eine Abtreibung nehmen Frauen aller gesellschaftlichen Schichten vor. In Luxemburg bleibt diese jedoch strafbar. Die hiesige Gesetzesregelung zählt zu den strengsten in der EU. Selbst katholische Länder, wie Portugal, oder seit kurzem auch Spanien haben für ein liberales Gesetz gestimmt. Am „projet de loi 6103“, das den Artikel 353 des „code pénal“ reformieren soll, übte Igniti vehemente Kritik. Wenn Frauen sich dazu durchringen, einen Abbruch vorzunehmen, haben sie meist schon ein schlechtes Gewissen, es bedürfe keiner Erniedrigung per Gesetz. Igniti appellierte an die Frauen, ihr Schicksal selbst in die Hand zu nehmen und für Selbstbestimmung zu kämpfen. Dass es noch an Emanzipation fehlt, zeige nicht zuletzt die Kampagne „Si je veux!“. Bisher wurden erst 2000 Unterschriften abgegeben. Viele Frauen befürworten die Initiative zwar, sind jedoch nicht bereit, die Petition zu unterschreiben, weil sie Nachteile befürchten.